

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 04211

Numéro SIREN : 533 801 098

Nom ou dénomination : MARTEL GROUPE

Ce dépôt a été enregistré le 21/09/2020 sous le numéro de dépôt A2020/028440

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2020/028440

Dénomination : MARTEL GROUPE

Adresse : 26 Rue des Combattants en Afrique du Nord 69720 SAINT-LAURENT-DE-MURE

N° de gestion : 2011B04211

N° d'identification : 533801098

N° de dépôt : A2020/028440

Date du dépôt : 21/09/2020

Pièce : Procès-verbal de décision du dirigeant social du 31/07/2020 DIRS



5518273



5518273

MARTEL GROUPE

Société par actions simplifiée au capital de 2 781 432 Euros
Siège social : 26, Rue des Combattants d'Afrique du Nord
69720 ST LAURENT DE MURE

533 801 098 R.C.S. LYON

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 31 JUILLET 2020

L'an deux mille vingt,
Et le trente et un juillet à 10 heures

Le soussigné, Monsieur Lionel MARTEL, Président de la Société MARTEL GROUPE,

A pris les décisions suivantes relatives à la constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 juillet 2020

AUGMENTATION DE CAPITAL

I – Caractéristiques

Par décision en date du 9 juillet 2020, la collectivité des associés de la Société a décidé d'augmenter le capital social qui est de 2.781.432 Euros divisé en 2.781.432 actions d'1 € chacune, entièrement libérées (*dont 2.511.661 actions O et 269.771 actions P*), d'une somme de 186.047 € et de le porter ainsi à 2.967.479 € par la création et l'émission de 186.047 actions nouvelles de numéraire de catégorie « O », d'un montant nominal d'1 € chacune

Ces actions nouvelles étaient émises au prix unitaire de 10,75 €, soit avec une prime d'émission 9,75 € par action et une prime d'émission globale de 1.813.958,25 €.

Ces actions devaient être intégralement libérées lors de leur souscription en numéraire.

Le délai de souscription courait du 13 juillet 2020 au 31 juillet 2020 inclus.

Les actions nouvelles devaient être créées avec jouissance au jour de la souscription.

Par la même délibération, l'Assemblée Générale a déterminé, en outre, les modalités et conditions de cette augmentation de capital et a conféré tous pouvoirs au Président, pour modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture de la souscription, clore par anticipation la souscription dès que toutes les actions à titre irréductible et réductible auront été souscrites, recueillir les souscriptions, recevoir les versements de libération, effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, prendre toutes mesures utiles, apporter aux statuts de la Société les modifications en découlant et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée.

II – Réalisation de l'augmentation de capital

Le Président constate que :

- 186.047 actions nouvelles de catégorie « O » émises par la Société ont été régulièrement souscrites,

-les souscriptions ont été libérées entre les mains de la **banque BNP PARIBAS** agence de **LYON METROPOLE ENTREPRISES** sise à LYON (69328) – 20 rue de la Villette, sur un compte ouvert au nom de la société MARTEL GROUPE « Augmentation de capital » ainsi que l'atteste le certificat établi par le dépositaire des fonds dont un exemplaire est annexé aux présentes.

-les 186.047 actions nouvelles de catégorie « O » souscrites ont été libérées des sommes exigibles en conformité des conditions de l'émission et que par suite l'augmentation de capital se trouve définitivement réalisée portant le capital social de 2.781.432 € à 2.967.479 €, divisé 2.967.479 actions (2.697.708 actions de catégorie « O » et 269.771 actions de catégorie « P ») d'1 € de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Le Présidente décide que le montant de la prime d'émission, soit la somme de 1.813.958,25 €, sera inscrit au passif du bilan à un compte spécial " Prime d'émission " sur lequel porteront les droits de tous les associés.

MODIFICATION DES STATUTS

Le Président, comme conséquence de la réalisation de l'augmentation de capital ci-dessus décrite, décide de créer un article 6 bis et de modifier l'article 7 des statuts qui sera désormais libellé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 6 BIS - RECAPITULATIF DES APPORTS

Rajouter le paragraphe suivant :

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 juillet 2020 et de décisions du Président en date du 31 juillet 2020, le capital social a été augmenté de 186.047 € pour être porté de 2.781.432 € à 2.967.479 € par voie d'émission de 186.047 actions ordinaires nouvelles au prix unitaire de 10,75 € soit avec une prime d'émission de 9,75 € par action, représentant une somme de 1.813.958,25 € pour les 186.047 actions émises, entièrement libérées à la souscription. »

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

*Le capital social est fixé à la somme de **DEUX MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-NEUF EUROS (2.967.479 €)**.*

Il est divisé en :

- *DEUX MILLIONS SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SEPT CENT HUIT (2.697.708) actions de catégorie « O », d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune entièrement libérées,*
- *DEUX CENT SOIXANTE-NEUF MILLE SEPT CENT SOIXANTE ET ONZE (269.771) actions de catégorie « P », d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune entièrement libérées. »*

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président.

LE PRESIDENT
Monsieur Lionel MARTEL

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
LYON

Le 24/08/2020 Dossier 2020 00041834, référence 6904P61 2020 A 13626

Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

L'Inspecteur divisionnaire des finances publiques

89

Jeanne TARDIOU
Contrôleur Principal

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2020/028440

Dénomination : MARTEL GROUPE

Adresse : 26 Rue des Combattants en Afrique du Nord 69720 SAINT-LAURENT-DE-MURE

N° de gestion : 2011B04211

N° d'identification : 533801098

N° de dépôt : A2020/028440

Date du dépôt : 21/09/2020

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 09/07/2020 AGE



5518272



5518272

MARTEL GROUPE

Société par actions simplifiée au capital de 2 781 432 Euros
Siège social : 26, Rue des Combattants d'Afrique du Nord
69720 ST LAURENT DE MURE

533 801 098 R.C.S. LYON

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 9 JUILLET 2020

L'an deux mille vingt,
Et le neuf juillet à 17 h 15,

Les associés de la société se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social sur convocation du Président.

Conformément à la loi, le Commissaire aux Comptes a été régulièrement convoqué.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée en entrant en séance par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

L'Assemblée a procédé à la composition de son bureau :

Président : **Monsieur Lionel MARTEL**

Secrétaire : **Monsieur Fabrice MARTEL**

Le Président communique la feuille de présence aux membres du bureau.

Ceux-ci, après l'avoir certifié sincère et véritable, constatent que 7 associés représentant 2.511.661 actions O sur les 2.511.661 actions O et 269.771 actions P sur les 269.771 actions P, composant le capital social, sont présents ou régulièrement représentés.

Le Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué est présent.

Le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition des associés :

- une copie de la lettre de convocation adressée à chaque associé,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence et les procurations données par les associés représentés,
- un exemplaire des statuts de la Société.

Il dépose également les documents suivants, qui vont être soumis à l'Assemblée :

- le rapport du Président,
- le texte des projets de résolutions.

Le Président fait observer que la présente Assemblée a été convoquée conformément aux dispositions des lois, règlements et statuts en vigueur et déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou/et tenus à leur disposition au siège social, depuis la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle ensuite que la présente Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant

- Augmentation du capital social par apport en numéraire ; Conditions et modalités de l'émission ;
- Pouvoir à conférer au Président à cet effet ;
- Augmentation de capital réservée aux salariés conformément à l'article L.225-129-6 du Code de commerce ; Conditions et modalités de l'émission ;
- Pouvoirs pour formalités.

Puis, il donne lecture du rapport du Président. Lecture est ensuite donnée du rapport du Commissaire aux Comptes.

Enfin, la discussion est ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, constatant que le capital social est entièrement libéré, décide :

1. D'augmenter le capital social qui est de 2.781.432 Euros divisé en 2.781.432 actions d'1 € chacune, entièrement libérées (*dont 2.511.661 actions O et 269.771 actions P*), d'une somme de 186.047 € et de le porter ainsi à 2.967.479 € par la création et l'émission de 186.047 actions nouvelles de numéraire de catégorie « O », d'un montant nominal d'1 € chacune.

Ces actions nouvelles seront émises au prix unitaire 10,75 €, soit avec une prime d'émission 9,75 € par action et une prime d'émission globale de 1.813.958,25 €.

Elles seront libérées entièrement à la souscription.

Chaque associé devra libérer sa souscription en numéraire.

Les actions nouvelles seront créées avec jouissance au jour de leur souscription, quelle que soit la date de la réalisation de l'augmentation de capital.

Pour le surplus, elles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions collectives des associés.

Les associés prennent acte de la nécessité de réserver le cas échéant les droits des obligataires dans le cadre de cette augmentation de capital.

Par application des dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la souscription aux 186.047 actions nouvelles « O » est réservée par préférence aux propriétaires des 2.781.432 actions anciennes.

En conséquence, les propriétaires de ces actions ou les cessionnaires des droits de souscription attachés auxdites actions auront sur les 186.047 actions nouvelles à émettre un droit de souscription irréductible.

Ce droit de souscription sera cessible dans les mêmes conditions que les actions elles-mêmes.

Conformément à la loi, ce droit de souscription sera librement négociable pendant toute la durée de la souscription.

Des bons de droit seront établis, sur leur demande, au profit des associés désireux de négocier tout ou partie de leurs droits.

2. D'attribuer expressément aux associés, conformément à l'article L. 225-133 du Code de commerce, un droit de souscription à titre réductible, en vue de la répartition des actions non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible, laquelle répartition s'effectuera au *pro rata* du nombre d'actions anciennes ou droits y afférents possédés par les souscripteurs, dans la limite de leurs demandes et sans attribution de fractions.

Si les souscriptions à titre irréductible et réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le Président pourra répartir librement les actions non souscrites, totalement ou partiellement. Elles ne pourront néanmoins, en aucun cas, être offertes au public.

Il pourra limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues à la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation.

Il pourra utiliser dans l'ordre qu'il déterminera les facultés prévues ci-dessus ou l'une d'elles seulement. L'augmentation de capital ne sera pas réalisée si, lorsqu'après l'exercice de ces facultés, le montant des souscriptions reçues n'atteint pas la totalité de l'augmentation de capital ou les trois quarts de cette augmentation, si le Président le décide.

3. Les souscriptions seront reçues du 13 juillet 2020 au 31 juillet 2020 inclus, au siège social.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront ensuite déposés à **la banque BNP PARIBAS** sis à LYON (69003) – 15 rue des Cuirassiers.

Chaque associé pourra, s'il le désire, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Président pour modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture de la souscription, clore par anticipation la souscription dès que toutes les actions à titre irréductible auront été souscrites, recueillir les souscriptions, recevoir les versements de libération, effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, constater toute libération par compensation, s'il y a lieu, prendre toutes mesures utiles, permettant la réalisation définitive de cette augmentation de capital et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée.

Le Président est autorisé à modifier corrélativement les statuts de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En application des dispositions de l'article L 225-129-6, alinéa 1 du Code de Commerce et de l'article L 3332-18 du Code du Travail, telles qu'elles résultent des dispositions de la Loi 2001-152 du 19 Février 2001,

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président,

- Décide le principe d'une augmentation de capital social en numéraire à réaliser dans un délai maximum de vingt-quatre mois à compter de ce jour, aux conditions prévues à l'article L 3332-18 et suivants du Code du Travail, d'un montant maximum de 91.778 € par émission, en une ou plusieurs fois, d'actions nouvelles de la société à souscrire en numéraire,
- Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires sur les actions à émettre, au profit des salariés de la société, qui deviendraient adhérents d'un plan d'épargne entreprise à instituer,
- Décide de fixer, le prix de souscription des actions qui seront émises dans le cadre de cette augmentation de capital sur la base du montant de l'actif net réévalué de la société d'après le bilan le plus récent au jour de la décision du Président fixant la date d'ouverture de la souscription.
- Donne tous pouvoirs au Président à l'effet de mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions visées dans le Code du Travail, déterminer les dates d'ouverture des souscriptions, de fixer les modalités de l'augmentation de capital, de constater les souscriptions reçues, de clore l'augmentation de capital et d'apporter aux statuts les modifications en suite de l'augmentation de capital.

Cette résolution est rejetée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

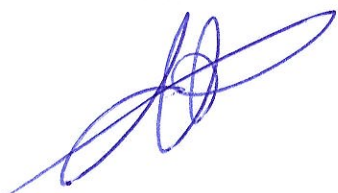
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

LE PRESIDENT
Monsieur Lionel MARTEL



LE SECRETAIRE
Monsieur Fabrice MARTEL



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2020/028440

Dénomination : MARTEL GROUPE

Adresse : 26 Rue des Combattants en Afrique du Nord 69720 SAINT-LAURENT-DE-MURE

N° de gestion : 2011B04211

N° d'identification : 533801098

N° de dépôt : A2020/028440

Date du dépôt : 21/09/2020

Pièce : Liste des souscripteurs du 31/07/2020 LSOU

5518274



5518274

MARTEL GROUPE

Société par actions simplifiée au capital de 2 781 432 Euros
Siège social : 26, Rue des Combattants d'Afrique du Nord
69720 ST LAURENT DE MURE

533 801 098 R.C.S. LYON

LISTE DES SOUSCRIPTEURS
A L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE 186.047 €
DÉCIDÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 9 JUILLET 2020

- Emission de 186.047 actions nouvelles de catégorie « O »
- Valeur nominale : 1 € chacune
- Prix unitaire d'émission : 10,75 € chacune
- A libérer intégralement à la souscription

REPARTITIONS DES ACTIONS		ETAT DES VERSEMENTS	
SOUSCRIPTEURS	Nombre d'actions souscrites	Montant nominal des actions souscrites	Montant des versements effectués
CALIXTE INVESTISSEMENT 1 rue Pierre Truchis de Lays 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR TOTAUX	55.814 actions 0	55.814 €	600.000,50 €
FPCI RHONE ALPES ENTREPRENEURS N°4 107 rue Servient 69003 LYON	55.814 actions 0	55.814 €	600.000,50 €
GARIBALDI PARTICIPATIONS 141 rue Garibaldi 69003 LYON	74.419 actions 0	74.419 €	800.004,25 €
TOTAUX	186.047	186.047 €	2.000.005,25 €

Fait à SAINT LAURENT DE MURE

Le 31 juillet 2020

Monsieur Lionel MARTEL,
La Présidence

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2020/028440

Dénomination : MARTEL GROUPE

Adresse : 26 Rue des Combattants en Afrique du Nord 69720 SAINT-LAURENT-DE-MURE

N° de gestion : 2011B04211

N° d'identification : 533801098

N° de dépôt : A2020/028440

Date du dépôt : 21/09/2020

Pièce : Statuts mis à jour du 31/07/2020 STMJ



5518271



5518271

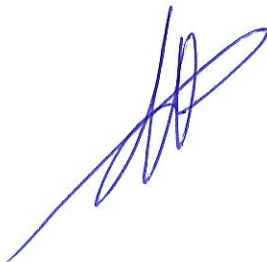
MARTEL GROUPE

**Société par actions simplifiée au capital de 2.967.479 Euros
Siège social : 26, Rue des Combattants d'Afrique du Nord
69720 ST LAURENT DE MURE**

533 801 098 R.C.S. LYON

STATUTS

MIS A JOUR LE 31 JUILLET 2020

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned below the date.

TITRE I
FORME – OBJET – DENOMINATION –
DUREE – EXERCICE SOCIAL - SIEGE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et notamment par les articles L.227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce ainsi que par les présents statuts.

Dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes à l'exception des articles L.225-17 à L.225-126 et L.225-243 du Code de Commerce, ainsi que les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil, sont applicables à la présente Société par Actions Simplifiée.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme, qu'elle compte un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée.

Les personnes physiques ou morales, propriétaires de titres émis par la Société ont la qualité d'associé.

1.2 Pour l'appréciation des présents statuts, les termes ci-après sont définis de la manière suivante :

- **Dirigeants** : le Président, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Financiers.
- **Filiale** : toute société ou entité (y compris si elle relève d'un droit étranger) contrôlée par la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce ;
- **Société** : la société " MARTEL GROUPE ".

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- ✓ La prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés, sous quelque forme que ce soit,
- ✓ L'activité de holding,
- ✓ L'assistance, l'animation et la gestion de ces sociétés en vue de leur développement,
- ✓ Fournitures d'études et de prestations de services dans l'organisation et gestion technique économique et administrative,
- ✓ La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination sociale est :

« **MARTEL GROUPE** »

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - DUREE - EXERCICE SOCIAL

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par une assemblée générale extraordinaire des associés ou par décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

**26, rue des Combattants en AFN
69720 SAINT LAURENT DE MURE**

Il peut être transféré en tout autre endroit dans le même département ou d'un département limitrophe sur simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche assemblée générale des associés.

Le siège social peut être transféré dans un autre département par simple décision des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

TITRE II APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS EN NATURE

NATURE DE L'APPORT

Les associés font les apports suivants, nets de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la société **MARTEL GROUPE** :

- Apport par **Monsieur Fabrice MARTEL** de :

4.988 actions qu'il détient dans le capital de la société SEEM¹ ;
250 parts sociales qu'il détient dans le capital de la société MTP² ;
653 parts sociales qu'il détient dans le capital de la société SDC³.

¹ S.E.E.M. - SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS MARTEL, SAS au capital de 160 000 € divisé en 10 000 actions de 16 €, dont le siège social est à SAINT LAURENT DE MURE (69720) 26, Rue des Anciens Combattants en Afrique du Nord, inscrite au RCS de LYON n° 338 322 621.

² M.T.P. – MACONNERIE TRAVAUX PUBLICS, SARL au capital de 10 000 € divisé en 1 000 parts sociales de 10 €, dont le siège social est à SAINT LAURENT DE MURE (69720) 26, Rue des Anciens Combattants en Afrique du Nord, inscrite au RCS de LYON n° 489 356 741.

- Apport par **Madame Nathalie MARTEL** de :

4 actions qu'elle détient dans le capital de la société SEEM ;
250 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société MTP ;
74 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société SDC,

- Apport par **Monsieur Lionel MARTEL** de :

4.988 actions qu'il détient dans le capital de la société SEEM ;
250 parts sociales qu'il détient dans le capital de la société MTP ;
653 parts sociales qu'il détient dans le capital de la société SDC.

- Apport par **Madame Sandra MARTEL** de :

4 actions qu'elle détient dans le capital de la société SEEM,
250 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société MTP ;
74 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société SDC ;

- Apport par **Monsieur Georges MARTEL** de :

8 actions qu'il détient dans le capital social de la société SEEM.

EVALUATION DE L'APPORT

Il a été procédé à l'évaluation de l'apport des titres SEEM, SDC et MTP au vu du rapport établi par **Monsieur Jean Loïc LEFAUCHEUX**, domicilié professionnellement 26, Allée des Chênes – 69280 MARCY L'ETOILE, désigné en qualité de Commissaire aux Apports par ordonnance du Tribunal de Commerce de LYON en date du 11 février 2011.

Ce rapport sera déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon avec les présents statuts.

Au terme de ce rapport :

- chacune des actions de la société SEEM est valorisée *deux cent dix euros (210 €)*.
- chacune des parts sociales de la société SDC est valorisée *quatre cent euros (400 €)*.
- chacune des parts sociales de la société MTP est valorisée *trois cent quarante euros (340 €)*.

Ainsi, les apports de chaque associé sont valorisés comme suit :

- L'apport de **Monsieur Fabrice MARTEL** est valorisé :
Un million trois cent quatre vingt treize mille six cent quatre vingt euros, ci 1.393.680 €
- L'apport de **Madame Nathalie MARTEL** est valorisé :
Cent quinze mille quatre cent quarante euros, ci 115.440 €

³ S.D.C. – SOCIETE DESACTIV' CONCEPT, SARL au capital de 15 000 € divisé en 1 500 parts sociales de 10 €, dont le siège social est à SAINT LAURENT DE MURE (69720) 24, Rue des Anciens Combattants en Afrique du Nord, inscrite au RCS de LYON n° 478 004 427.

- L'apport de Monsieur Lionel MARTEL est valorisé : <i>Un million trois cent quatre vingt treize mille six cent quatre vingt euros, ci</i>	<i>1. 393.680 €</i>
- L'apport de Madame Sandra MARTEL est valorisé : <i>Cent quinze mille quatre cent quarante euros, ci</i>	<i>115.440 €</i>
- L'apport de Monsieur Georges MARTEL est valorisé : <i>Mille six cent quatre vingt euros, ci</i>	<i>1.680 €</i>
Total des apports en nature : <i>Trois millions dix neuf mille neuf cent vingt euros, ci</i>	<i>3.019.920 €</i>

PROPRIETE – JOUISSANCE

La société MARTEL GROUPE sera propriétaire des actions et parts sociales apportées à compter du jour de sa constitution.

Elle aura droit à tout dividende ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les actions et parts sociales à compter du même jour.

DECLARATION DES APPORTEURS

Les apports déclarent que les biens apportés ont le caractère de biens propres.

DECLARATIONS FISCALES

Conformément aux articles 150.OB et 150.OD 9° et 10°, la plus value réalisée par les apporteurs en suite de leur apport à la société présentement constituée « MARTEL GROUPE » de leurs titres détenus dans les sociétés SEEM, SDC et MTP bénéficie d'un sursis d'imposition qui s'applique automatiquement jusqu'à la cession ultérieure des titres reçus en échange ; la plus value étant alors calculée à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres échangés.

REMUNERATION DES APPORTS

Les apports des actions de la société SEEM et des parts sociales des sociétés MTP et SDC évalués à la somme globale de *Trois millions dix neuf mille neuf cent vingt euros (3.019.920 €)*, sont consentis et acceptés moyennant l'attribution aux apporteurs de titres et d'une soulte selon la répartition suivante :

	valeur des Titres reçus	Soulte	TOTAL
Monsieur Fabrice MARTEL	1.266.982 €	126.698 €	1.393.680 €
Madame Nathalie MARTEL	104.946 €	10.494 €	115.440 €
Monsieur Lionel MARTEL	1.266.982 €	126.698 €	1.393.680 €
Madame Sandra MARTEL	104.946 €	10.494 €	115.440 €
Monsieur Georges MARTEL	1.528 €	152 €	1.680 €
TOTAL	2.745.384 €	274.536 €	3.019.920 €

ARTICLE 6 BIS - RECAPITULATIF DES APPORTS

Suivant délibération de l'Assemblée Générale des associés en date du 1^{er} février 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de **138.375 €** pour rémunération des apports en nature effectués.

Suivant délibération de l'Assemblée Générale en date du 11 février 2019 et du procès-verbal du Président en date du 5 mars 2019, le capital social a été réduit d'une somme de **102.327 €** par voie de rachat et d'annulation de 102.327 actions.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 juillet 2020 et de décisions du Président en date du 31 juillet 2020, le capital social a été augmenté de 186.047 € pour être porté de 2.781.432 € à 2.967.479 € par voie d'émission de 186.047 actions ordinaires nouvelles au prix unitaire de 10,75 € soit avec une prime d'émission de 9,75 € par action, représentant une somme de 1.813.958,25 € pour les 186.047 actions émises, entièrement libérées à la souscription. »

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-NEUF EUROS (2.967.479 €)**.

Il est divisé en :

- DEUX MILLIONS SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SEPT CENT HUIT (2.697.708) actions de catégorie « O », d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune entièrement libérées,
- DEUX CENT SOIXANTE-NEUF MILLE SEPT CENT SOIXANTE ET ONZE (269.771) actions de catégorie « P », d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune entièrement libérées. »

ARTICLE 7BIS – AVANTAGES PARTICULIERS

« Chaque action de préférence « P » aura droit, au titre de chaque exercice social d'une durée de douze mois, à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2025 à un dividende prioritaire cumulatif égal au plus élevé des deux montants suivants pour le cas où le résultat net consolidé du Groupe serait supérieur à 1 500 000,00 € :

1. En 2026, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :
 - a) Soit 4 % du prix de souscription initial d'une action de préférence « P »,
 - b) Soit 25% du bénéfice net consolidé par action (tel que défini par les normes comptables en vigueur, exception faite des dotations annuelles aux amortissements sur écarts d'acquisition qui devront être réintégrés dans la base de calcul) sous déduction des sommes portées à la réserve légale, de l'apurement des éventuelles pertes antérieures et plus généralement de toute réserve prescrite par la loi (la « **Borne B2025** »).
2. En 2027, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2026 :
 - a) Soit 5 % du prix de souscription initial d'une action de préférence « P »,
 - b) Soit 35% du bénéfice net consolidé par action (tel que défini par les normes comptables en vigueur, exception faite des dotations annuelles aux amortissements sur écarts d'acquisition qui devront être réintégrés dans la base de calcul) sous déduction des sommes portées à la réserve légale, de l'apurement des éventuelles pertes antérieures et plus généralement de toute réserve prescrite par la loi (la « **Borne B2026** »).

3. A compter de l'exercice clos à compter du 31 décembre 2027 :

- a) Soit 6 % du prix de souscription initial d'une action de préférence « P »,
- b) Soit 45 % du bénéfice net consolidé par action (tel que défini par les normes comptables en vigueur, exception faite des dotations annuelles aux amortissements sur écarts d'acquisition qui devront être réintégrés dans la base de calcul) sous déduction des sommes portées à la réserve légale, de l'apurement des éventuelles pertes antérieures et plus généralement de toute réserve prescrite par la loi (la « **Borne**

Par dérogation à ce qui précède, pour le cas où le résultat net consolidé du Groupe serait inférieur à 1 500 000,00 €, seules les Bornes B2025, B2026 et B2027 seront respectivement applicables au titre de chaque exercice considéré.

Si le bénéfice distribuable d'un exercice, au sens de l'article L 232-11 du Code de Commerce, est insuffisant pour le service de la totalité du dividende prioritaire dû au titre de cet exercice aux actions de préférence « P », la partie non versée de ce dividende prioritaire sera prélevée par priorité sur le bénéfice distribuable des trois exercices suivants ou sur toute distribution de réserves qui interviendra dans ce délai.

En conséquence, sur le résultat net comptable de chaque exercice, augmenté des reports bénéficiaires ou minoré des pertes antérieures, et après, s'il y a lieu, dotation à toute réserve prescrite par la loi, il sera prélevé, avant toute autre affectation du bénéfice distribuable, les sommes nécessaires pour servir :

- (i) d'abord, les dividendes ou le solde des dividendes dû, le cas échéant, aux actions de préférence « P » au titre des trois exercices précédents celui de l'exercice écoulé ;
- (ii) ensuite, un dividende par action de préférence « P » tel que défini plus haut au titre de l'exercice écoulé ;
- (iii) puis, à chaque action ordinaire, un dividende au plus égal au dividende par action de préférence « P » mis en distribution ;
- (iv) enfin, le solde, s'il en existe, appartient à toutes les actions sans distinction de catégorie et est à la disposition de la collectivité des associés pour être soit réparti à ces actions, soit mis en réserve ou reporté à nouveau.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, sur rapport du Président de la Société.

Le ou les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Les associés, par décision collective, suivant les conditions des assemblées générales extraordinaires, peuvent également décider la suppression de ce droit.

L'assemblée générale peut déléguer au Président de la Société, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement du quart au moins du montant nominal des actions souscrites et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président de la Société en conformité avec la Loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés, 15 jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres simples ou recommandées avec demande d'avis de réception.

A l'occasion de toute augmentation du capital par apport en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission au préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, l'assemblée générale ordinaire doit par ailleurs statuer sur une augmentation de capital réservée aux salariés conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital social est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. La réduction du capital social ne peut porter atteinte à l'égalité des associés, sauf décision unanime de ceux-ci.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE III

FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « nominatifs purs » ou des comptes « nominatifs administrés » au choix du titulaire des titres.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action donne droit aux dividendes échus et non payés et à échoir ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserves, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

2. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.
3. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

ARTICLE 12- TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les **15 jours** qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Toute transmission d'actions, même entre associés, à quelque titre que ce soit, doit pour devenir définitive être autorisée par décision collective des associés prises dans les conditions visées aux articles 17 et 18 et conformément à la procédure visée à l'article L228-24 du Code de Commerce.

TITRE IV

DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13- PRESIDENCE

Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, qui peut être une personne physique ou morale, associée ou non de la Société, désignée par décision collective des associés.

S'il est associé, le Président prend part au vote concernant sa désignation, sa rémunération, sa révocation.

Durée des fonctions

Le Président est nommé pour une durée indéterminée.

Le mandat du Président prend fin soit par le décès, la démission, la révocation, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés.

Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Le Président est également révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans le cas suivant :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés.

Pouvoirs

Dans ses rapports avec les tiers, le Président dispose de tous pouvoirs à l'effet d'assurer, sous sa responsabilité, la direction de la Société.

Le Président est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'il ne soit prouvé que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président n'a pas le pouvoir d'exercer le moindre contrôle sur le secteur financier dévolu au seul « Directeur Général Financier ».

Le Président est l'organe social auprès duquel la représentation du personnel exerce, le cas échéant, les droits qu'elle tire des dispositions législatives et réglementaires.

Responsabilités

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration dans les sociétés anonymes sont applicables au Président de la société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la Société, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ARTICLE 14- DIRECTEUR GENERAL ET DIRECTEUR GENERAL FINANCIER

Désignation

Sur proposition du Président, les associés peuvent nommer un ou plusieurs autres dirigeants, associé ou non associé, personnes physiques ou personnes morales, auxquels peut être conféré le titre de Directeur Général ou Directeur Général Financier.

S'il est associé, le directeur général prend part au vote relatif à sa désignation, sa rémunération, sa révocation.

Durée des fonctions

La durée des fonctions de Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, les Directeurs Généraux restent en fonctions jusqu'à la désignation du nouveau Président, sauf décision collective contraire des associés.

Les Directeurs Généraux peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective des associés.

La révocation des fonctions d'un Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

Rémunération

La rémunération de chaque Directeur Général est fixée par décision collective des associés.

Pouvoirs

Dans ses rapports avec les tiers, le Directeur général dispose de tous pouvoirs à l'effet d'assurer, sous sa responsabilité, la direction de la Société.

Le Directeur général est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Directeur Général n'a pas le pouvoir d'exercer le moindre contrôle sur le secteur financier dévolu au seul « Directeur Général Financier ».

Le Directeur Général Financier a seul le contrôle du secteur financier.

Dans ses rapports avec les tiers, le Directeur général engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'il ne soit prouvé que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Responsabilités

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration dans les sociétés anonymes sont applicables aux Directeurs Généraux.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Généraux en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ARTICLE 15- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE DISPOSANT D'UNE FRACTION DES DROITS DE VOTE SUPERIEURE A 10 %

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société, son Président, son Vice-Président, l'un de Directeur Général ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 dudit code, sont portées à la connaissance des Commissaires aux comptes, s'il en existe un, dans le délai de trente jours à compter de leur conclusion.

A l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels, les Commissaires aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le Président de la société, présentent aux associés, un rapport sur l'ensemble des conventions réglementées, nouvellement conclues ou reconduites.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Le dirigeant ou l'associé, au profit de qui une telle convention est intervenue, ne participe pas au vote.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Toutefois, en application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, le texte des conventions conclues à des conditions normales doit être communiqué aux Commissaires aux comptes s'il en existe un, par le Président ou le Directeur Général, tout associé ayant le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article aux présidents, aux directeurs généraux et à tous autres dirigeants de la société.

ARTICLE 16- COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

TITRE V **DECISIONS COLLECTIVES**

ARTICLE 17– DECISIONS NECESSITANT L'ACCORD DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES - FORME DES DECISIONS

17.1. – Décisions nécessitant l'accord de la collectivité des associés

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital ;
- rémunération des dirigeants ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- nomination des Commissaires aux Comptes ;
- nomination et révocation du Président ;
- nomination et révocation des Directeurs Généraux ;
- approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modifications statutaires, hormis le cas de transfert du siège social dans un même département ou dans un département limitrophe ;
- transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- décision nécessitant, en application de l'article L. 227-19 du Code de Commerce, l'accord unanime des Associés ;
- dissolution de la Société, nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

Sous réserve des dispositions spécifiques des présents statuts, les décisions non listées ci-dessus relèvent de la seule compétence du Président.

Lorsque la société est unipersonnelle, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

17.2. – Forme des décisions

Les décisions de l'associé, s'il n'en existe qu'un, ou des associés sont, au choix du Président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé signé par l'ensemble des associés.

Sous réserve des dispositions contraires prévues aux présents statuts :

- les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts ;
- les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou à autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les associés, même absents.

ARTICLE 18 - CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées par le Président ou par un ou plusieurs associés représentant plus de 10 % des actions composant le capital social de la Société.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 10 jours avant la date de l'assemblée par lettre simple.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés et si, le cas échéant, le ou les Commissaires aux Comptes ne se sont pas opposés à la réduction du délai de convocation.

ARTICLE 19 - ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
2. Un ou plusieurs associés, représentant au moins 10 % du capital social, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.
3. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié que sur deuxième convocation.

ARTICLE 20- ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1. Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.
2. Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé justifiant d'un mandat.
3. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

ARTICLE 21- TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

- 1 - Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires, à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.
- 2 - Les assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le Président.
A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

L'assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

- 3 - Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire ou les associés présents et établis sur un registre spécial conformément au Code de Commerce. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

ARTICLE 22 - QUORUM - VOTE

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions du Code de Commerce.
2. Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, en cas de démembrement d'actions, le droit de vote reviendra au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.
3. Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.
4. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'Assemblée par visioconférence, conférence téléphonique ou tout autre moyen de télécommunication permettant leur identification, dont la nature et les conditions d'application sont conformes à la réglementation.

ARTICLE 23- ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si deux associés sont présents et si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions composant le capital social de la Société.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

ARTICLE 24 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1. L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.
2. L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si deux associés sont présents et si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié des actions et, sur deuxième convocation, le quart des actions composant le capital de la Société.

A défaut d'obtention de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés

3 L'unanimité des associés est requise pour :

- l'adoption ou la modification des clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire ou non des actions, à l'agrément des cessions d'actions, aux droits de préemption des actionnaires en cas de cession d'actions, à l'exclusion d'un associé par cession forcée ou non de ses actions, au changement de contrôle d'une société associée, à un droit de veto au profit d'un associé ou d'un tiers, et à la suspension des droits de vote ;
- la dissolution anticipée de la Société ;
- toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- celles expressément prévues par les dispositions légales.

ARTICLE 25 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation prise en assemblée ou autrement, communication de tout document, de quelque nature que ce soit, jugé nécessaire pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE VI
EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX
AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 26- EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **PREMIER JANVIER** et se termine le **TRENTE ET DECEMBRE** de chaque année.

Par dérogation à ce qui précède, le 1^{er} exercice social commencera à courir à la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le **31 DECEMBRE 2012**.

ARTICLE 27- INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par le Code de Commerce.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par le Code de Commerce.

Tous ces documents sont mis à la disposition, le cas échéant, des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 28 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures, de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont normalement prélevés sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, soit inscrites au poste report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, soit imputées sur des réserves distribuables.

ARTICLE 29- MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes, le cas échéant, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application du Code de Commerce ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune restitution de dividendes, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en restitution est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VII

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL

TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 30- CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Les associés ou l'associé unique sont tenus dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

ARTICLE 31- TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions légales et sous réserve des dispositions particulières des présents statuts.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la Société, s'il en existe un, lequel doit notamment attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

ARTICLE 32 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par le Code de Commerce, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'assemblée générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

TITRE VIII **CONTESTATIONS**

ARTICLE 33- CONTESTATIONS - ARBITRAGE

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés entre eux, soit encore entre les dirigeants et la Société ou les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Le Tribunal arbitral sera obligatoirement constitué de quatre arbitres, chaque partie devant désigner un arbitre et les arbitres en désigner un quatrième. Le Tribunal arbitral devra être constitué définitivement dans un délai de deux semaines.

Si une partie ou les arbitres s'abstiennent de désigner son ou leur arbitre avant l'expiration dudit délai, elle ou ils sera(ont) mis en demeure de le faire sous huitaine par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A défaut de désignation dans ce délai, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par l'une des parties ou par un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux.

Les arbitres devront statuer dans le délai maximum de 2 mois à compter du jour de la constitution du Tribunal arbitral. Toutefois, ce délai sera ramené à (un) 1 mois en cas de contestation portant sur l'exclusion d'un associé en application de l'article 14 des présents statuts.

Il statuera comme amiable compositeur et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel, quels que soient la décision et l'objet du litige.

STATUTS D'ORIGINE EN DATE A SAINT LAURENT DE MURE DU 12 JUILLET 2011
(Enregistrement au SIE de LYON EST en date du 13 juillet 2011, bordereau 2011/495, case n°12, ext 2041)

STATUTS MIS A JOUR LE 1^{ER} FEVRIER 2019 *(Augmentation de capital par apports de titres de la société DRA DÉSAMANTAGE RHÔNE ALPES)*

STATUTS MIS A JOUR LE 5 MARS 2019 *(Réduction de capital)*

STATUTS MIS A JOUR LE 5 AVRIL 2019 *(Création actions de préférence)*

STATUTS MIS A JOUR LE 31 JUILLET 2020 *(Augmentation de capital)*